



# Présence Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23  
1200 Bruxelles  
Tél: 02/609 44 02  
Email: pbielgium@scarlet.be  
http://www.peacebrigades.org  
CCP: 000-1668395-92  
BNP Fortis: 001-1016453-66

BELGIQUE-BELGIE  
P. P.  
4800 VERVIERS 1  
P 001436

N° 105

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit  
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 10 euros - Cotisation de membre effectif : 13 euros

## Editorial

Difficile de ne pas évoquer l'actualité au moment où le monde entier s'interroge au plus haut niveau sur l'intérêt et la légitimité d'une intervention internationale en Syrie suite au crime qu'a probablement commis le régime du président Bachar el-Assad en utilisant des armes chimiques contre sa propre population. Mais tout aussi difficile de ne pas comparer ce cas présent avec les opérations militaires de 2003 juste à côté, en Irak, pour en destituer le dictateur Saddam Hussein. On parlait alors de guerre préventive : il s'agissait surtout de parer à la menace d'armes de destruction massive. Au vu des conséquences dramatiques pour la population irakienne de cette (troisième) guerre du Golfe, même les plus belliqueux semblent hésiter, dix ans plus tard, à mener une action punitive contre le dictateur syrien. Se rendant compte que la guerre n'a rien arrangé du tout en Irak et que la situation est loin d'y être pacifiée au bout de dix années, ils en viennent peut-être à considérer le cas irakien comme un syndrome.

Par delà les jeux d'influence entre grandes puissances, nous ne pouvons que nous réjouir de voir plus de réflexion et moins d'aveuglement dans les prises de position des uns et des autres, mais les pacifistes que nous sommes n'avons pas besoin du précédent irakien pour nous convaincre d'utiliser la voie du dialogue pour tenter de résoudre les conflits. En toute circonstance, la non-violence active constitue pour nous la seule solution durable. Loin de préconiser le laisser-faire ou la soumission, nous privilégions l'action pacifique pour rapprocher les points de vue et faire valoir les droits humains. Espérons que ce ne soit pas mission impossible dans le cas syrien, même si, reconnaissons-le, la guerre civile qui y sévit depuis deux ans paraît tout aussi inextricable qu'abominable.

Dans ce numéro de *Présence internationale*, vous trouverez, plus que d'habitude, des articles en néerlandais (le précédent n'en contenait pas) mais, quelle que soit leur langue, ils vous donnent des nouvelles de la plupart des projets latino-américains de PBI ainsi que du Kenya. On y apprend notamment qu'au Honduras, les premiers volontaires arriveront cet automne pour constituer la première équipe sur place et effectuer des accompagnements en faveur des défenseurs de droits humains menacés. Quant à la petite équipe arrivée sur le continent africain, composée de quatre volontaires, elle réside à Nairobi depuis le début de cette année et poursuit ses activités dans un climat postélectoral assez tendu.

### Dans ce numéro...

#### Guatemala

Témoignage d'une volontaire sur son engagement d'une année  
Page 2

Violentes attaques contre des défenseurs des droits humains  
Page 3

#### Honduras

PBI start werkzaamheden  
Page 4

#### Colombia

Terugekeerde gemeenschap in Pitalito stelt wet op de proef  
Page 5

#### Kenia

Een nieuw team  
Page 6



## Guatemala

### Témoignage d'une volontaire sur son engagement d'une année



*La suisseuse Aline Herrera est partie en mai 2012 pour le projet Guatemala. Elle souhaitait "pouvoir apporter au moins un appui modeste à ces défenseurs qui s'adressent à PBI pour être soutenus dans leur lutte en faveur de la promotion de la paix et du respect des droits humains". A son retour en Suisse un an plus tard, elle évoque des souvenirs remplis d'émotions et éprouve des sentiments ambivalents : joie d'être rentrée chez elle mais peine d'avoir quitté un pays qui lui a apporté beaucoup. Les nombreuses rencontres qui ont émaillé son séjour lui donnent force et espoir, des sentiments puisés auprès de l'équipe PBI sur place mais surtout auprès des nombreux défenseur-se-s côtoyés qui continueront à lutter pour le respect de leurs droits. Elle évoque également le procès de l'ancien général Rios Montt, auquel elle a pu assister car PBI-Guatemala a accompagné l'un des avocats des victimes.*

#### Une année au Guatemala

Après une année intense et bouleversante au Guatemala, me voilà de retour en Suisse. Difficile d'en tirer un bilan étant donné les multiples étapes traversées au cours de ces douze mois au sein du projet PBI-Guatemala. Les émotions sont partagées : je ressens, d'une part, une certaine allégresse pour être revenue au sein d'un entourage sécurisé, avec une bureaucratie qui fonctionne, et pour retrouver une vie sociale active au sein de ma famille et de mes proches ; d'autre part, des sentiments de frustration, d'impuissance et de nostalgie me gagnent parfois du fait de la distance qui me sépare des défenseuses et défenseurs guatémaltèques qui m'ont tant appris au cours de cette année. Cette lutte pour le respect de leurs droits, leur bravoure, leur résistance sont autant d'éléments qui m'ont profondément émue. Ces personnes fantastiques m'ont permis d'ouvrir les yeux, de découvrir une autre cosmovision, culture et sensibilité, de réaliser quelles sont les vraies valeurs dans une vie et de comprendre au mieux les racines historiques et actuelles de cette lutte constante et pacifique visant à faire respecter leurs droits. Qu'ils soient paysans ou avocats, hommes ou femmes, citadins ou de la campagne, issus de peuples autochtones ou ladinos, les défenseuses et défenseurs que j'ai eu la chance de côtoyer m'ont profondément impressionnée par cette force individuelle et collective qui les pousse à revendiquer leurs droits.

#### Un procès historique

Au cours des derniers mois dans l'équipe, j'ai notamment pu assister à l'événement historique qu'a été le procès pour génocide des anciens généraux José Efraín Rios Montt et José Mauricio Rodríguez Sánchez. Accompagnant Edgar Pérez Archila, l'un des avocats représentant les victimes, l'équipe de PBI-Guatemala a ainsi suivi jour après jour les étapes mouvementées de ces audiences. Les témoignages m'auront marquée à jamais, tout comme l'émotion éprouvée lors de la lecture

du verdict condamnant l'ancien chef d'Etat José Efraín Ríos Montt. Bien que la peine ait été annulée quelques semaines plus tard, l'espoir qui a émané au cours des derniers mois a permis à une partie de la population victime de la guerre de croire enfin à une justice, de rompre le silence et de se confronter aux démons passés.

#### Toujours plus de danger pour les défenseur-se-s

Malgré ces avancées, la situation des défenseuses et défenseurs guatémaltèques demeure pourtant précaire. Les urgences auxquelles nous avons dû faire face cette année se sont multipliées. Les délogements forcés, attaques à main armée ou détentions illégales ont malheureusement été chose courante. C'est grâce pourtant aux remerciements fréquents que nous adressent les personnes que nous accompagnons que nous trouvons l'énergie qui nous permet de croire que notre présence n'est pas vaine et que notre contribution peut faire une différence.

#### Richesses de l'engagement

Même s'il n'a pas toujours été facile de cohabiter et travailler à plusieurs, le fait de partager le quotidien en compagnie d'une dizaine de volontaires en provenance de pays différents a été une expérience enrichissante sur bien des niveaux et m'a permis de tisser des amitiés sincères au sein de cette nouvelle famille. Qu'il s'agisse ainsi des rencontres mémorables, des rires partagés, des moments plus difficiles lors d'accompagnements ou de problèmes internes, de la diversité du travail entre bureau, terrain et réunions multiples avec les autorités et d'autres organisations, cette année restera gravée à jamais. J'espère ainsi pouvoir, en Suisse désormais, continuer à apporter ma petite graine pour que soient enfin respectés les droits pour lesquels luttent ces personnes admirables que sont les défenseuses et défenseurs des droits de l'homme.

Aline Herrera



## Guatemala

### Violentes attaques contre des défenseurs des droits humains

*Début juillet, Santos Fidel Ajau Suret et Yolanda Oquelí Veliz del Cid, deux activistes guatémaltèques des droits humains, ont été victimes d'attaques. Le premier a été tué, l'autre, accompagnée par PBI, seulement intimidée.*

#### Coup fatal

Le défenseur des droits fonciers Suret a été assassiné le 9 juillet 2013 alors qu'il revenait d'une manifestation pacifique d'opposition au projet minier *Progreso VII Derivada* à La Puya. Deux individus qui circulaient à moto lui ont tiré plusieurs balles dans le dos. M. Suret avait reçu des menaces graves deux jours avant son assassinat, menaces qui pourraient avoir comme origine l'entreprise Kappes, Cassiday & Associates, engagée dans le projet minier en question.

#### Encore une tentative d'assassinat

Le jour après la mort de Suret, des coups de feu ont été tirés devant la maison de Yolanda Oquelí Veliz del Cid alors qu'elle était chez elle avec ses enfants. Les hommes chargés de sa sécurité (mis à disposition par l'Etat) ont vu deux hommes s'enfuir à moto. Yolanda Oquelí est membre de l'Association de résistance pacifique et légale de La Puya, une organisation fondée en 2010 et accompagnée par PBI depuis 2012.

En fait, depuis 2010, dans la région de La Puya, les habitants de San José del Golfo et de San Pedro Ayampuc s'opposent à l'implantation d'un projet d'extraction minière sur leurs terres, en tentant par des activités de résistance pacifique de faire entendre leur droit à un environnement sain et au respect de leurs terres.

En mars 2012, les habitants ont commencé à bloquer jour et nuit l'accès au site d'exploitation et aux machines et ont érigé le poste de garde de La Puya. En juin 2012, la lutte a pris un tournant plus agressif :



entre autres tensions, l'activiste de l'association, Yolanda Oquelí (voir photo ci-contre), a été victime d'une tentative d'assassinat. A la suite de quoi, en novembre 2012, PBI a accepté d'assurer une présence ponctuelle sur place au travers d'accompagnements, garantissant ainsi une présence internationale aux membres de l'Association de résistance pacifique et légale de La Puya.

Mais, comme les mesures de sécurité dont Yolanda Oquelí bénéficie ne semblent pas suffisantes, ainsi que tend à le montrer l'acte d'intimidation à son encontre de juillet dernier, l'organisation Peace Brigades International réitère sa plus vive inquiétude pour l'intégrité de cette activiste et pour la sécurité de son entourage.

Article de PBI-Suisse

### Arrestations lors d'une manifestation pacifique à San Juan Sacatepéquez

Le 6 juillet dernier, au lendemain d'une marche de protestation, trois leaders des douze communautés Kaqchikel opposées à la construction de la cimenterie de *Cementos Progreso S.A* et qui sont accompagnées par PBI depuis 2009 ont été arrêtés. Ils ont été accusés d'avoir commis différents délits en 2011. A l'exception d'une inculpation pour trouble de la possession, aucune des autres plaintes n'a été jugée comme recevable de par le manque de preuves. En parallèle, un mandat d'arrêt a été lancé contre trois autres personnes qui sont à la tête du mouvement d'opposition à l'entreprise de ciment. Pour rappel, début juin, PBI avait déjà informé de la diffamation et de la criminalisation dont sont victimes les défenseurs des droits humains de la communauté San Rafael de las Flores où la population locale s'oppose à un projet d'exploitation minière.

#### Criminalisation de la contestation

La criminalisation des activités sociales qui a lieu depuis des années au Guatemala ne cesse pourtant d'augmenter et ce particulièrement dans le cadre de contestations sociales contre des mégaprojets dans les zones habitées par les communautés autochtones. Cette criminalisation réduit directement l'espace social et politique dans lequel les droits humains sont défendus et elle affaiblit, dans tout le pays, les mouvements sociaux qui s'opposent à des projets similaires. PBI recommande à la communauté internationale de s'engager pour la mise en place de mesures de protection des droits humains à San Juan Sacatepéquez. Les droits économiques, sociaux et culturels des populations autochtones doivent être défendus et l'on doit mettre un terme à la criminalisation de la contestation sociale contre les projets d'investissement.



## Honduras

### PBI start werkzaamheden

*Sinds de coup van 2009 in Honduras heeft PBI de achteruitgang gevolgd van de handhaving van mensenrechten in het land. Er is nagenoeg geen verbetering in de situatie. Straffeloosheid, criminalisering, stigmatisering en niet werkende beschermingsmechanismen zijn hiervan de oorzaak. PBI zal in de tweede helft van 2013 werkzaamheden starten in Honduras ter bescherming van mensenrechtenverdedigers.*

#### **Straffeloosheid**

De straffeloosheid is erg hoog, onder andere door een ineffectief justitieel systeem en een hoge mate van corruptie en illegale criminele structuren. Sinds de coup van 2009 hebben journalisten, mensenrechtenverdedigers en boerenorganisaties veel geleden onder de toegenomen repressie en geweld. Er zijn 12 journalisten en communicatie activisten vermoord sinds de coup. Geen enkel onderzoek heeft geleid tot arrestaties.

Recent nog, 17 mei 2013, hebben privébewakers tijdens een demonstratie van boeren twee personen gedood die een stuk land opeisten. Daaropvolgend zijn eind mei drie medewerkers van een boerenorganisatie (MOCSAN) uit San Manuel, in het noorden van Honduras, vermoord en twee gewond geraakt. De organisatie strijdt voor landrechten voor boeren.

#### **Criminalisering en stigmatisering**

Naast de straffeloosheid die het werk van mensenrechtenverdedigers ophoudt, worden zij ook tegengewerkt door criminalisering en stigmatisering. Sociale protesten worden gezien als staatsondermijndend en tijdens vreedzame demonstraties wordt vaak traangas en geweld gebruikt door de politie.

Mensenrechtenverdedigers in Honduras hebben aangegeven dat een aantal wetten het mogelijk maakt dat de staat hun werk kan criminaliseren op een legale manier. Een maand geleden zijn Berta Cáceres en Tomás Gómez Membreño, van een overkoepelende inheemse organisatie (COPINH), op een agressieve manier gearresteerd door een twintigtal militairen. COPINH is nu actief in een campagne tegen de bouw van een dam in de rivier Gualcarque. Zij worden vervolgd wegens onrechtmatig bezit van een vuurwapen. Op 13 juni jl. moest Cáceres voorkomen en haar zaak is tijdelijk geseponeerd wegens onvoldoende bewijs.



*Ontmoeting met Hondurese mensenrechtenverdedigers*

#### **Geen bescherming**

Hondurese organisaties hebben hun eigen beschermingsmechanismen en hebben zichzelf georganiseerd. In die vorm kloppen ze aan bij de Inter-Amerikaanse Commissie voor Mensenrechten (IACM), het Internationaal Gerechtshof en het Verenigde Naties Systeem van de Mensenrechten. Het IACM heeft al tientallen voorzorgsmaatregelen getroffen om meerdere personen te beschermen alhoewel dit in de praktijk niet altijd lukt. Meerdere organisaties, gemeenschappen en individuen hebben PBI laten weten dat het gebrek aan financiën, kennis en personeel de implementatie van de beschermingsmechanismen tegenwerkt.

Na twee bezoeken, twee rapporten en veel analyse gaan komende september en oktober de eerste vrijwilligers naar Honduras om met hun aanwezigheid bedreigde mensenrechtenverdedigers te beschermen. Ook zal Pascal Bodemeijer na de zomer als coördinator naar Honduras verhuizen. Het PBI team zal ook de aankomende presidentiële verkiezingen in november observeren.

Franka van Schaik



## Colombia

### Teruggekeerde gemeenschap in Pitalito stelt wet op de proef

*In 2010 dwong het Colombiaanse leger 25 families uit Pitalito, Cesar, hen op gewelddadige wijze hun land te verlaten. Afgelopen mei keerden 14 families terug naar hun geliefde gemeenschap.*

#### Het onmogelijke bereiken

Onlangs keerden in Colombia 14 families terug naar Pitalito, een kleine gemeenschap in de noordoostelijke provincie Cesar. In het jaar 2000 werden zij, samen met 11 andere families, door paramilitaire groepen op gewelddadige wijze gedwongen hun leefgebied te verlaten. Sommigen keerden terug, maar werden tien jaar later opnieuw verjaagd, dit keer door het Colombiaanse leger. Ze verloren hun huis, hun land en daarmee ook hun inkomsten. Nu zijn ze terug en bouwen hun bestaan langzaam weer op. Naast de ruïnes van wat vroeger hun fincas waren, herrijzen nieuwe, bescheiden huisjes. Het vruchtbare land wordt na jaren weer bewerkt. “We hebben iets bereikt wat onmogelijk leek”, zegt een van de teruggekeerde bewoonsters van Pitalito. “De meeste families die hun land hebben verloren, kunnen er nooit meer naar terug”.

#### De wet op de proef stellen

Maar de terugkeer naar Pitalito is niet makkelijk geweest en is ook niet zonder risico. De organisatie Fundación Solidaridad con los Presos Políticos (FCSPP) zet zich sinds de jaren zeventig van de vorige eeuw in ter bescherming van de rechten van politieke gevangenen en slachtoffers van Colombiaanse politiek geweld. Advocaat Leonardo Jaimes Marín van FCSPP laat in een interview weten dat er nog altijd gewapende groepen in de regio aanwezig zijn: “Zolang de paramilitaire structuren die zich jaren geleden in de regio vestigden intact blijven, is de situatie van de teruggekeerde families precair”.

Leonardo Jaimes Marín biedt al 20 jaar juridische ondersteuning aan slachtoffers van het Colombiaanse conflict. Geraakt door de straffeloosheid in zijn land en de consequenties hiervan voor de lokale bevolking, vaak het grootste slachtoffer van het geweld, sloot hij zich in 2007 aan bij FCSPP. Momenteel begeleidt Leonardo de families uit Pitalito in hun strijd om het behoud van hun teruggewonnen land. “Deze grond is erg vruchtbaar en sinds kort weten we dat het ook zeer rijk is aan mineralen. Er zijn dus veel partijen die er belang bij hebben dat deze families niet naar hun land terugkeren”, aldus Jaimes Marín. Maar, zo vertelt Marín in een interview met PBI Colombia, de families zijn de oorspronkelijke eigenaren van deze gronden en hebben daarom het recht

er – in vrede – te leven. “Bovendien vallen zij onder de ‘Ley de Víctimas y Restitución de Tierras’. Deze wet, in 2011 aangenomen door de Colombiaanse overheid, moet de terugkeer naar hun land garanderen van families die door geweld hun land zijn verloren. Gevallen zoals deze zullen daarom aantonen hoe effectief die wet nu daadwerkelijk is en of de politieke wil, nodig om de succesvolle terugkeer van de families te garanderen, aanwezig is”.



*Begeleiding in Pitalito*

#### PBI biedt extra bescherming

Sinds 1998 worden de leden van FCSPP begeleid door PBI. Deze begeleiding is van belang zowel voor mensenrechtenverdedigers zoals Leonardo als voor de lokale gemeenschappen die zij op hun beurt ondersteunen. In 2012 werd er namelijk een aanzienlijke toename waargenomen van het aantal bedreigingen aan het adres van mensenrechtenverdedigers. Alleen al tussen maart en mei van dit jaar, werden 8 mensenrechtenverdedigers vermoord. Door de begeleiding van de advocaten van FCSPP geniet ook de lokale gemeenschap extra bescherming. Want ook de lokale leiders van de gemeenschap in Pitalito lopen risico's wanneer zij hun recht op het land verdedigen: “Ik ben me bewust dat ik, als leider van deze gemeenschap de ‘most wanted one’ ben. Maar ik ben bereid alles te geven voor ons land. Wij willen een Pitalito met leven, met hoop. Een Pitalito met toekomst”.

Barbara de Meijere



